



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – avril 2023

Sommaire

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 11 mai 2023

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles continus de recherche par groupes de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 4 avril et le 27 avril 2023 à différents endroits du pays, en Alberta, en Ontario, en Saskatchewan, au Manitoba, au Canada atlantique, au Québec, en Nouvelle-Écosse et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de l'étude a fait une large place aux priorités et à la performance du gouvernement du Canada en ce qui a trait à une multitude de sujets importants pour les Canadiens. Ainsi, certains groupes ont pris part à des discussions portant sur les activités du gouvernement fédéral en matière de transport en commun de même que sur les langues officielles, les perspectives économiques du Canada et les enjeux spécifiques aux aînés. Tous les participants sont revenus sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu dernièrement au sujet du gouvernement du Canada et quelques groupes ont longuement discuté de leurs habitudes de consommation de nouvelles, des mesures annoncées dans le cadre du budget fédéral 2023 et du pont de Québec.

L'étude a aussi permis d'explorer la question de la sécurité en ligne. À cette fin, des discussions ont été tenues au sein de groupes composés respectivement de résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, de résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, de résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique et de fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec. D'autres questions relatives à la technologie ont été examinées, dont l'intelligence artificielle (IA) et la cryptomonnaie, qui ont été débattues par les participants du groupe composé de résidents de l'Ontario travaillant dans le secteur financier. Les participants de la Saskatchewan et du Manitoba, de la région du Grand Toronto (RGT), du Canada atlantique et de la ville de Québec se sont quant à eux prononcés sur la sécurité communautaire et la réforme du système de libération sous caution, tandis que les résidents de l'Alberta et du nord de l'Ontario ont eu de longues discussions sur le budget fédéral 2023.

Divers autres sujets ont été abordés, y compris le système fédéral de tarification du carbone, les changements climatiques et l'environnement, les services du gouvernement fédéral, le coût actuel de la vie, l'image de marque du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) (dans le cadre d'une évaluation de concept), la protection et la promotion du français et les enjeux locaux dans le nord de la Colombie-Britannique.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans ou plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, le recrutement ciblait des segments précis de la population, soit les utilisateurs fréquents ou récents de services fédéraux, les parents de la classe moyenne âgés de 30 à 45 ans et constituant des ménages mono ou biparentaux, les fréquents consommateurs de médias, les usagers fréquents du transport en commun, les travailleurs du secteur financier, et les aînés de 55 ans ou plus occupant un emploi.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Six groupes se composaient de membres de la population générale de grandes villes de l'Alberta, du nord de l'Ontario, de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, du nord de la Colombie-Britannique, de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, et de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique.
- Les six autres groupes se composaient de répondants faisant partie des segments de population suivants :
 - Les utilisateurs fréquents ou récents de services fédéraux;
 - Les parents de la classe moyenne âgés de 30 à 45 ans et constituant des ménages mono ou biparentaux;
 - Les fréquents consommateurs de médias;
 - Les usagers fréquents du transport en commun;
 - Les travailleurs du secteur financier;
 - Les aînés de 55 ans ou plus occupant un emploi;
- Les trois groupes tenus au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 85 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Grandes villes de l'Alberta	1	Anglais	4 avril	20 h à 22 h	Population générale	7
Nord de l'Ontario	2	Anglais	5 avril	18 h à 20 h	Population générale	7
Grandes villes des Prairies (Alb., Sask., Man.)	3	Anglais	11 avril	20 h à 22 h	Utilisateurs fréquents ou récents de services fédéraux	8
Nouvelle-Écosse	4	Anglais	12 avril	17 h à 19 h	Parents de la classe moyenne âgés de 30 à 45 ans et constituant des ménages mono ou biparentaux	6
Grandes villes du Québec	5	Français	13 avril	18 h à 20 h	Fréquents consommateurs de médias	7
Grandes villes des Prairies (Sask., Man.)	6	Anglais	17 avril	20 h à 22 h	Population générale	7
Région du Grand Toronto (RGT)	7	Anglais	18 avril	18 h à 20 h	Usagers fréquents du transport en commun	7
Nord de la Colombie-Britannique	8	Anglais	19 avril	21 h à 23 h	Population générale	8
Grandes villes et villes de taille moyenne du Québec	9	Français	20 avril	18 h à 20 h	Population générale	7
Grandes villes de l'Ontario	10	Anglais	25 avril	18 h à 20 h	Travailleurs du secteur financier	8
Petites villes et villes de taille moyenne du Canada atlantique	11	Anglais	26 avril	17 h à 19 h	Population générale	7
Ville de Québec	12	Français	27 avril	18 h à 20 h	Aînés de 55 ou plus occupant un emploi	6
Nombre total de participants						85

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Une foule de mesures et d'initiatives leur sont revenues à l'esprit, dont le dépôt du budget fédéral 2023, les interruptions de travail des fonctionnaires en raison de la grève déclenchée par les membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC), la décision du gouvernement du Canada de hausser le salaire minimum fédéral à compter du 1^{er} avril 2023, l'annonce de la Banque du Canada concernant le maintien de son taux d'intérêt à 4,5 %, la reprise par l'Agence du Revenu du Canada (ARC) de ses activités de recouvrement des dettes auprès des contribuables ayant un solde dû et les enquêtes en cours au sujet des allégations d'ingérence de la Chine au Canada lors des récentes élections fédérales.

Les participants se sont également souvenus de mesures et d'initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Il a ainsi été question de l'aide financière et militaire continue apportée à l'Ukraine, de la suspension temporaire des activités diplomatiques canadiennes au Soudan à la suite d'une recrudescence de la violence et de l'agitation civile au pays et de la participation du premier ministre au sommet Global Citizen NOW dont l'objectif consiste à trouver des stratégies à long terme pour s'attaquer à des questions urgentes, comme les changements climatiques, l'insécurité alimentaire et l'inégalité de genre partout dans le monde.

Consommation de nouvelles (fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Deux groupes du Québec ont discuté brièvement de leurs habitudes de consommation de nouvelles. Invités à nommer leurs principales sources de nouvelles, les participants des deux groupes ont cité des réseaux de télévision tels que TVA, des médias écrits, dont La Presse et Le Journal de Montréal, et des émissions de radio, notamment de Radio-Canada. Un certain nombre disaient se renseigner sur les plateformes de médias sociaux comme Twitter, Instagram et Facebook ou grâce au bouche-à-oreille auprès de la famille, des amis et des collègues. Appelés à dire comment ils faisaient pour décider si une source de nouvelles était digne de confiance ou non, de nombreux participants affirmaient s'efforcer de vérifier l'information sur d'autres sources, y compris l'absence de parti pris de la part du journaliste ou de l'organisme de presse. Lorsque nous leur avons demandé où ils obtenaient des nouvelles ou de l'information sur le gouvernement du Canada, la plupart ont mentionné des sources officielles, notamment les sites Web fédéraux, les comptes vérifiés des plateformes comme LinkedIn et des médias de confiance tels que Radio-Canada et La Presse.

Mesures présentées dans le budget 2023 (résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba)

Un groupe a discuté plus longuement des mesures annoncées dans le cadre du budget fédéral 2023. Personne ne se souvenait au départ de mesures ou d'initiatives contenues dans le budget, mais

lorsqu'interrogés explicitement à ce sujet, plusieurs participants disaient avoir entendu parler de l'annonce relative au remboursement unique pour l'épicerie destiné aux Canadiens à faible revenu qui peinent actuellement à composer avec le coût de la vie. Même s'ils s'attendaient à ce que cette mesure soit utile à certains ménages à court terme, tous convenaient qu'elle aurait peu d'impact à long terme pour aider les Canadiens à gérer le coût de la vie. Invités à dire s'ils avaient entendu parler de l'annonce concernant l'élargissement des critères d'admissibilité à la nouvelle Prestation dentaire canadienne, plusieurs ont répondu par l'affirmative. Malgré le fait qu'ils n'en profiteraient pas eux-mêmes, pratiquement tous les participants jugeaient cette initiative importante.

Pont de Québec (aînés de la ville de Québec occupant un emploi)

Un groupe a pris part à une brève discussion sur le pont de Québec. Nous avons d'abord demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu récemment au sujet du pont. Si quelques-uns avaient l'impression que le pont nécessitait des travaux d'entretien et de peinture, personne n'a été en mesure de donner des précisions à ce sujet. À la question de savoir qui était responsable du pont de Québec, plusieurs pensaient que la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (le CN) en était le propriétaire-exploitant et que l'entretien courant du pont relevait principalement du CN. Tous considéraient le pont comme un enjeu important pour Québec et le jugeaient encore essentiel pour faciliter le transport routier, ferroviaire et piétonnier dans la province. Invités à dire si le gouvernement fédéral devrait envisager d'acquérir le pont du CN, pratiquement tous les participants étaient favorables à cette idée, compte tenu du rôle vital que le pont joue dans les infrastructures et l'économie du Québec.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes ont pris part à des discussions sur divers problèmes auxquels les Canadiens sont confrontés à l'heure actuelle, et donné leur opinion de la gestion qu'en fait le gouvernement fédéral. Nous leur avons d'abord demandé dans quels domaines le gouvernement fédéral leur semblait avoir fait du bon travail ces derniers temps. Les participants ont fourni un éventail de réponses. Ils ont mentionné les soins de santé abordables au Canada et la perception qu'ils sont de grande qualité, les prestations et soutiens offerts, tels que l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) et l'assurance-emploi (AE), les mesures prises par le gouvernement fédéral pour s'attaquer à des priorités comme les changements climatiques, la place prioritaire accordée à la diversité et à l'inclusivité au sein de la société canadienne, la hausse des niveaux d'immigration, l'aide internationale apportée à d'autres pays, dont l'Ukraine, et les efforts pour favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones.

Les participants ont également signalé différents domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pourrait faire mieux. Ils ont cité l'accès aux soins de santé et les délais d'attente prolongés affectant les services d'urgence, l'inflation et le coût élevé de la vie, les pénuries perçues de personnel enseignant et d'autres types d'éducateurs aux niveaux primaire et secondaire, l'augmentation du déficit national et les arriérés perçus relativement au traitement de documents importants, dont les demandes d'immigration et de passeport.

Questionnés sur les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité à l'avenir, beaucoup de participants ont de nouveau fait part de préoccupations relatives à l'inflation et à la hausse du coût de la vie. Selon eux, le gouvernement fédéral devrait en faire plus afin de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens, grâce notamment à des mesures touchant l'épicerie, le carburant, le logement, le prix des forfaits cellulaires et d'autres secteurs essentiels. Aux yeux de nombreux participants, il fallait veiller à améliorer le système de santé, y compris réduire les temps d'attente, faire en sorte que les médecins et infirmières puissent exercer plus facilement au Canada et investir davantage dans les domaines tels que la santé mentale. Il importait aussi selon les participants d'apporter des améliorations aux infrastructures routières et autoroutières, de développer les réseaux de transport en commun, d'accroître les ressources dans les secteurs de l'éducation et des forces de l'ordre et de s'attaquer aux enjeux persistants liés aux changements climatiques et à la réconciliation.

Transport en commun (usagers du transport en commun de la RGT)

Les participants de la région du Grand Toronto (RGT) ont discuté brièvement du transport en commun. Ils ont tous mentionné utiliser régulièrement le transport en commun. Invités à dire quel ordre de gouvernement était responsable du transport en commun, la plupart pensaient que ce domaine relevait principalement des provinces. Pour ce qui est du rôle du gouvernement du Canada sur ce plan, plusieurs participants avaient l'impression que les fonds fédéraux servaient souvent à construire de nouvelles infrastructures de transport en commun ainsi qu'à améliorer et entretenir les réseaux existants. Questionnés sur ce que devraient être les principaux objectifs du gouvernement du Canada en matière de transport en commun, un grand nombre de participants croyaient qu'il fallait en faire plus pour faciliter l'accès à ces services. De plus, il était nécessaire d'après eux de rendre le transport en commun plus abordable et d'offrir des réductions aux Canadiens à faible revenu qui empruntent le transport en commun pour vaquer à leurs activités quotidiennes. D'autres étaient d'avis qu'une plus grande attention devait être accordée à la sécurité dans le transport en commun, car il y avait eu une hausse marquée des incidents de harcèlement et des crimes violents dans les trains et les autobus au cours des dernières années.

Lorsque nous leur avons demandé à quel point il est important que le gouvernement fédéral investisse dans l'électrification du transport en commun, les participants avaient des points de vue partagés. Si certains jugeaient essentiel de réduire dans toute la mesure du possible les émissions, pratiquement autant de participants pensaient que l'électrification aurait peu d'impact dans la lutte contre les changements climatiques. Plutôt que de mettre l'accent sur l'électrification des réseaux de transport terrestre, notamment d'autobus, quelques-uns recommandaient d'investir davantage dans l'accroissement des capacités et le prolongement des lignes de métro, estimant ces réseaux plus écoénergétiques à long terme.

Langues officielles (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Un groupe composé de résidents du Québec a discuté de la question des langues officielles du Canada ainsi que de la protection et la promotion du français à l'échelle du pays. La plupart considéraient ces enjeux comme une priorité importante sur laquelle le gouvernement du Canada devait se concentrer, car les francophones vivant à l'extérieur du Québec avaient accès à moins de soutiens et ressources dans leur langue que les anglophones du pays. À la question de savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne voie à cet égard (tant au Québec qu'ailleurs au pays), il y avait pratiquement autant de personnes qui disaient que oui que de participants qui se disaient indécis ou pas assez informés pour se prononcer. Très peu de participants jugeaient que le gouvernement fédéral faisait fausse route. En ce qui concerne d'autres mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour soutenir la langue française au Canada, il fallait d'après plusieurs investir plus de ressources pour former des éducateurs francophones et offrir un meilleur accès aux services en français dans toutes les collectivités canadiennes.

Nous avons présenté aux participants une liste de priorités en matière de langues officielles et demandé de choisir celles qui auraient le plus d'impact à leur avis. Ces derniers considéreraient les initiatives visant à augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec et à investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion en français et de français langue seconde dans tout le pays comme les plus importantes priorités sur lesquelles le gouvernement du Canada devait travailler. Par ailleurs, il était primordial selon plusieurs que le gouvernement du Canada se concentre sur les objectifs consistant à garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada et à s'assurer que chaque Canadien peut être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix devant un tribunal.

Perspectives économiques (résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier)

Nous avons posé quelques questions supplémentaires aux participants du groupe composé de résidents de l'Ontario travaillant dans le secteur financier concernant leurs perspectives et attentes relatives à l'économie canadienne. La plupart pensaient que l'économie était en proie à d'importantes difficultés à l'heure actuelle, qu'elle était devenue de plus en plus instable et qu'une récession était possible dans un avenir rapproché. Partageant leurs perspectives au sujet de l'économie canadienne dans les douze prochains mois, plusieurs s'attendaient à ce qu'un grand nombre de ménages continuent de faire face à des pressions financières et que les entreprises soient de plus en plus nombreuses à prendre des mesures de compression des coûts, comme des mises à pied, dans les mois à venir.

Questionnés sur l'importance pour la croissance économique du plan du gouvernement fédéral d'offrir des services universels de garde d'enfants à 10 \$ par jour (en moyenne), les participants ont formulé des avis partagés. Ils étaient nombreux à penser qu'il serait bon pour l'économie, car il permettrait à un plus grand nombre de parents (en particulier des mères) de retourner sur le marché du travail tout en aidant les familles canadiennes à élever de jeunes enfants. D'autres estimaient en revanche que cette initiative n'aurait qu'un impact modéré sur l'ensemble de l'économie, puisqu'elle profiterait avant tout aux parents de jeunes enfants plutôt qu'à la population générale. Nous avons demandé aux

participants s'ils croyaient que les investissements dans les énergies et les technologies propres auraient un impact positif sur l'économie canadienne. La plupart s'attendaient à ce qu'ils aient peu d'incidence. À leur avis, toute croissance économique dans ce secteur serait probablement neutralisée par les coûts initiaux élevés associés à ces investissements.

Les aînés (aînés de la ville de Québec occupant un emploi)

Un groupe a pris part à une discussion supplémentaire sur les enjeux auxquels sont confrontés les aînés canadiens. Tous les participants étaient âgés de 55 ans ou plus et occupaient présentement un emploi. Interrogés au sujet des principaux enjeux auxquels les aînés faisaient face à l'heure actuelle, les participants ont nommé de nombreux domaines. Beaucoup se sont dits préoccupés à propos des prestations destinées aux aînés, notamment celles versées au titre de la Sécurité de la vieillesse (SV) et du Régime de pension du Canada (RPC), certains estimant qu'il fallait augmenter considérablement les montants de ces soutiens pour tenir compte de la hausse du coût de la vie. Plusieurs ont également cité les problèmes à se loger, y compris la capacité des aînés canadiens à avoir accès à un logement sécuritaire et abordable. D'après les participants, d'autres efforts étaient nécessaires afin de rendre les logements pour aînés plus abordables et s'assurer que les personnes âgées obtiennent des soins à domicile, notamment de la part de préposés aux services de soutien à la personne (PSSP).

Tous convenaient que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route pour ce qui est d'aider les aînés à composer avec le coût de la vie. En ce qui concerne le prix des logements, certains recommandaient au gouvernement fédéral d'offrir davantage de subventions au logement et d'options de logement abordable aux aînés, en particulier ceux dont le revenu est fixe. Invités à dire si le coût élevé de la vie en ce moment avait eu un impact sur leurs plans de retraite, tous ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre craignaient d'avoir à retourner éventuellement sur le marché du travail une fois à la retraite. D'autres s'attendaient à devoir repousser leur retraite d'au moins cinq ans pour pouvoir épargner davantage.

Budget 2023 (résidents de grandes villes de l'Alberta, résidents du nord de l'Ontario)

Dans deux groupes, les participants ont discuté du budget fédéral déposé le 28 mars 2023. Ils n'étaient que quelques-uns à en avoir entendu parler et à avoir écouté l'annonce en direct. Invités à décrire le thème central du budget, les participants ont mentionné les soins de santé, l'énergie propre, la réconciliation avec les peuples autochtones et l'élargissement de la Prestation dentaire canadienne. Lorsque nous leur avons expliqué que les priorités du budget de 2023 étaient de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens, améliorer le système de santé public et faire croître l'économie propre, presque tous ont réagi favorablement. Les participants étaient généralement d'avis que ces secteurs étaient les plus préoccupants pour les Canadiens et nécessitaient une plus grande attention du gouvernement fédéral. Questionnés à savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en ce qui concerne ces priorités, les participants ont eu des réactions mitigées. Plusieurs croyaient que bien qu'il ait intensifié ses efforts dernièrement pour régler ces enjeux, bien peu de progrès avaient été réalisés.

Nous avons par la suite présenté aux participants une liste des mesures annoncées dans le cadre du budget et leur avons demandé de choisir celle qui d'après eux aurait le plus grand impact. Les initiatives présentées au groupe de l'Alberta visaient principalement à rendre le coût de la vie plus abordable pour les Canadiens. Parmi les mesures présentées, celles qui consistent à réduire les frais indésirables et à sévir contre les prêts à conditions abusives ont obtenu le plus grand appui des participants. Celle qui vise à augmenter la portion fédérale des bourses d'études postsecondaires de 40 % a aussi suscité des réactions très favorables, certains croyant qu'elle contribuerait sans doute à rendre les études postsecondaires plus accessibles et par conséquent, à accroître les possibilités économiques pour les Canadiens. Le remboursement unique pour l'épicerie accordé aux ménages à faible revenu a reçu un appui modéré, certains étant d'avis qu'il ne réglerait pas les problèmes d'abordabilité à long terme. Quelques participants seulement ont choisi le lancement du nouveau Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété et l'établissement d'un droit à la réparation des biens.

Les résidents du nord de l'Ontario étaient invités à examiner une liste de mesures qui visent à améliorer le système de santé public. Les participants ont préféré l'initiative du gouvernement du Canada qui consiste à aller de l'avant avec les nouvelles ententes de financement avec les provinces et territoires pour s'attaquer aux pénuries de médecins et d'infirmières et réduire les temps d'attente pour les services d'urgence et les tests diagnostiques. Plusieurs ont également souligné l'importance de la mesure qui vise à lutter contre la crise des opioïdes en finançant d'autres initiatives de réduction des méfaits et traitements. La préservation de l'accès à l'avortement et aux autres services de santé sexuelle et reproductive, de même que l'élargissement des critères d'admissibilité à la Prestation dentaire canadienne ont également été perçus comme des mesures importantes par plusieurs participants. Quelques-uns seulement ont choisi les initiatives qui consistent à moderniser le système de soins de santé grâce à une collecte de données améliorée et à élargir les critères d'admissibilité à l'exonération du remboursement des prêts pour les médecins et les infirmières qui choisissent de travailler dans les communautés rurales et éloignées.

Nous avons également présenté aux deux groupes de l'information sur deux priorités visant à faire croître l'économie propre, soit la création d'un nouveau crédit d'impôt pour appuyer la production de technologies propres et la création d'un nouveau crédit pour encourager les investissements visant à renforcer le réseau d'électricité propre au Canada. Dans le premier cas, plusieurs participants étaient incertains de l'impact positif d'une telle initiative. Tandis que quelques-uns espéraient qu'elle mène à la création d'emplois bien rémunérés et à une activité accrue dans le secteur minier, plusieurs étaient d'un autre avis. De nombreux participants ont exprimé des doutes à l'égard de cette initiative en raison des impacts négatifs de l'extraction des minéraux critiques sur l'environnement. En parlant de ce qui arriverait selon eux si le gouvernement fédéral ne priorisait pas les investissements dans les technologies propres, la plupart s'entendaient pour dire que le Canada prendrait du retard sur les autres pays, tant sur le plan économique qu'environnemental.

Sur la question du crédit d'impôt visant à renforcer le réseau d'électricité propre au pays, même si plusieurs étaient d'avis que cette initiative contribuerait à créer des emplois et à assurer la croissance économique dans ce secteur, d'autres avaient des doutes quant aux avantages sur le plan environnemental. Quelques-uns ont exprimé l'avis que la production massive d'électricité requise pour

qu'une proportion importante de Canadiens utilise les technologies comme les véhicules électriques aurait sans doute des impacts négatifs sur l'environnement, et croyaient que cette mesure ne permettrait pas de réduire suffisamment les émissions de gaz à effet de serre. Questionnés sur les raisons pour lesquelles le gouvernement du Canada accordait la priorité à cette initiative, bon nombre de participants avaient l'impression que c'était la direction que prenait l'économie mondiale et que pour demeurer compétitif et compatible avec ses partenaires commerciaux, le Canada devait également investir pour renforcer son réseau électrique.

En ce qui concerne le budget dans son ensemble, plusieurs s'entendaient pour dire que les mesures discutées avaient amélioré leurs impressions des objectifs globaux du gouvernement fédéral. Bien qu'ils fussent généralement d'avis que le succès du budget reposait essentiellement sur l'efficacité de la mise en œuvre de ces initiatives dans les mois à venir, la plupart des participants croyaient que le gouvernement du Canada avait choisi les bonnes priorités. La majorité s'entendait pour dire que si elles étaient mises en œuvre, ces initiatives auraient des répercussions positives sur l'économie, l'environnement et la santé globale des Canadiens.

Image de marque du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (résidents de grandes villes de l'Alberta)

Les participants d'un groupe ont pris part à une discussion sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et évalué des visuels et des phrases conçus pour renseigner les Canadiens au sujet de la *Loi sur la diffusion continue en ligne* (projet de loi C-11). Très peu d'entre eux connaissaient le CRTC et son mandat. Lorsque nous avons montré au groupe le concept créatif en cours d'élaboration par le CRTC, les premières réactions ont varié. Alors que la plupart des participants ont trouvé le concept positif, chaleureux et moderne, quelques-uns n'étaient pas d'accord. Selon eux, la juxtaposition du rouge, de l'orange et du vert dans certains encadrés jurait et leur faisait penser à des feux de circulation. Par ailleurs, les images contenant une caméra leur semblaient un peu étriquées ou surchargées par rapport à celles sans caméra, qui évoquaient un plus grand sentiment d'appartenance à la communauté et une plus grande liberté d'expression.

Tournant ensuite leur attention sur le texte qui accompagne le concept, les participants ont lu une liste de phrases qui pourraient servir dans le cadre de cette campagne d'information. Parmi les choix proposés, *Vos histoires à votre façon*, *Une loi moderne sur la radiodiffusion* et *Plus d'histoires à votre façon* ont recueilli des niveaux d'appui comparables. Personne n'a retenu *Nos histoires à votre façon*. D'après les participants qui préféraient *Une loi moderne sur la radiodiffusion*, ce slogan était le plus direct et allait peut-être apaiser d'éventuelles inquiétudes concernant la censure sur Internet susceptible d'être associée selon eux à la *Loi sur la diffusion en continu en ligne*. Ceux qui avaient choisi la phrase *Vos histoires à votre façon* trouvaient qu'elle communiquait bien l'idée que cette loi favoriserait les contenus les plus significatifs aux yeux des Canadiens. Enfin, *Plus d'histoires à votre façon* a paru à plusieurs participants comme l'option la plus progressiste, car elle évoquait l'inclusion de plus nombreux récits reflétant la diversité de la société canadienne ainsi que l'importance de présenter une multitude de perspectives.

Tarification du carbone (résidents du nord de l'Ontario, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique)

Deux groupes ont eu une discussion portant sur le système de tarification du carbone du gouvernement fédéral. Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la tarification du carbone au Canada, la plupart ont répondu que oui. Certains se réjouissaient de l'introduction de cette mesure, car elle encouragerait des comportements plus durables et une réduction des émissions, mais presque autant la désapprouvaient. Selon ces derniers, la tarification du carbone avait alimenté la hausse des coûts à la consommation, de sorte que certains Canadiens peinaient à payer les biens et les services essentiels. Un petit nombre de participants seulement connaissaient l'expression « incitatif à agir pour le climat ». Selon certains, il s'agissait d'un montant versé aux Canadiens qui adoptent des comportements écoresponsables, tandis que selon d'autres, c'était un rabais offert lors de l'installation de panneaux solaires, par exemple, ou à l'achat d'un véhicule à zéro émission (VZE).

Même si la plupart des participants étaient satisfaits de voir le gouvernement fédéral encourager les Canadiens à réduire leur empreinte carbone et opter pour des comportements plus durables, presque tous jugeaient le système de tarification du carbone trop compliqué et doutaient que l'initiative permette de réduire les émissions à grande échelle. Beaucoup ont dit ne pas comprendre pourquoi une bonne partie des recettes perçues par l'entremise de ce programme était retournée aux Canadiens au lieu d'être réinvestie dans des initiatives axées sur la durabilité ou des subventions pour les projets de rénovation résidentielle. Quant à savoir si cette initiative aiderait à combattre les changements climatiques, presque tous les participants avaient l'impression que non.

Changements climatiques (parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse, résidents du nord de la Colombie-Britannique)

L'environnement et les changements climatiques ont fait l'objet de discussions dans deux groupes. Nos questions ont principalement porté sur les gestes à poser pour devenir plus écoresponsable au quotidien ainsi que sur les conséquences possibles des changements climatiques et les mesures d'adaptation requises pour remédier à ce problème croissant.

Comportements associés aux changements climatiques (parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse)

Les résidents de la Nouvelle-Écosse ont discuté des gestes et des comportements que chacun peut adopter pour être plus respectueux de l'environnement dans ses activités quotidiennes. Très peu de participants estimaient que les particuliers ont un rôle à jouer dans la lutte contre les changements climatiques, et plusieurs ont émis l'opinion qu'une action de cet ordre aurait sans doute peu ou pas d'effets vu l'ampleur considérable du problème. Invités à donner des exemples de gestes ou de comportements personnels qui contribueraient à atténuer les effets de changements climatiques, les participants ont cité le recyclage, l'achat de produits avec moins d'emballage, le covoiturage, le télétravail ou le recours à des modes de transport actif comme le vélo ou la marche dans la mesure du possible. Parmi les gestes pour le climat les plus difficiles à poser, plusieurs participants ont mentionné

les coûts élevés de nombreuses mesures avantageuses au plan de l'environnement, par exemple les projets de rénovation domiciliaire, l'achat d'un véhicule électrique (VE) et le choix de consommer des aliments locaux ou biologiques.

Lorsque nous leur avons demandé si la plupart des Canadiens se préoccupaient des changements climatiques, certains participants ont répondu que oui, mais un nombre pratiquement équivalent trouvaient que ce problème retenait peu l'attention en ce moment. Personne ne croyait se soucier davantage des changements climatiques que la plupart des Canadiens, tout le monde jugeant que son niveau de préoccupation correspondait grosso modo à la moyenne. À la question de savoir si les actions individuelles, lorsque cumulées, peuvent avoir un effet positif sur le changement climatique, certains étaient d'avis que oui, mais d'autres avaient la ferme conviction qu'il faudrait plutôt cibler les pratiques des grands émetteurs industriels. Quant aux mesures fédérales qui auraient le plus d'effets contre les changements climatiques, les participants ont évoqué, entre autres initiatives possibles, les encouragements fiscaux et les subventions pour les investissements dans les énergies vertes et les projets de rénovation résidentielle, le fait de taxer ou de pénaliser davantage les émissions des sociétés, et le prélèvement de nouveaux impôts ou d'impôts supplémentaires auprès des Canadiens les plus fortunés pour financer des projets d'énergie propre.

Impacts des changements climatiques et adaptation (résidents du nord de la Colombie-Britannique)

Les participants du nord de la Colombie-Britannique se sont penchés sur les conséquences potentielles des changements climatiques et les mesures d'adaptation qu'elles risquent d'imposer. Lorsque nous leur avons demandé si les changements climatiques avaient des effets majeurs, mineurs ou inexistantes sur leurs collectivités, tous ont répondu que ces effets étaient importants. La perspective d'avoir à composer durablement avec les changements climatiques préoccupait tout le monde. Au nombre des motifs d'inquiétude soulevés figuraient le risque que les agriculteurs aient du mal à produire leurs cultures et l'insécurité alimentaire qui en résulterait, le coût croissant des primes d'assurance contre les catastrophes naturelles, et les problèmes de santé mentale susceptibles d'être associés au stress et à l'anxiété vécus dans cette situation.

En ce qui concerne le niveau de préparation de leurs communautés aux conséquences des changements climatiques, bon nombre de participants le considéraient comme insuffisant. L'une des mesures vitales qu'ils ont suggéré de mettre en œuvre en prévision de ces impacts consistait à bâtir des réseaux cellulaires et Internet plus robustes. Tous les participants jugeaient indispensable que le gouvernement fédéral apporte une aide aux communautés qui se préparent à affronter les conséquences des changements climatiques. Après avoir lu la liste des priorités fédérales à cet égard, les participants ont généralement reconnu qu'elles représentaient une approche solide face au problème. Les priorités auxquelles ils attribuaient une importance particulière en vertu de leur efficacité comprenaient les investissements dans les infrastructures qui protègent les Canadiens contre les catastrophes liées au climat et le soutien aux régions particulièrement vulnérables aux changements climatiques (dont le Nord et les régions côtières).

Services du gouvernement fédéral (fréquents utilisateurs de services fédéraux de grandes villes des Prairies)

Les participants d'un groupe ont discuté des services fournis par le gouvernement fédéral. Tous ont indiqué qu'ils faisaient souvent appel à ces services ou l'avaient fait récemment. Questionnés sur le genre de services dont il s'agit, les participants ont mentionné différents secteurs de prestation, dont la délivrance de passeports, la perception de l'impôt, et divers programmes tels que le Régime de pensions du Canada (RPC), la Sécurité de la vieillesse (SV), l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) et l'assurance-emploi (AE). Dans la plupart des cas, l'évaluation de la prestation de ces services a été favorable. Plusieurs participants ont mentionné le processus de renouvellement de passeport, qui leur paraissait avoir été simplifié pour une expérience plus fluide. Plusieurs avaient également de bonnes choses à dire au sujet du site Web de l'Agence du revenu du Canada (ARC), en particulier le compte MonARC. Ce service leur semblait fiable et hautement sécurisé, et permettait aux Canadiens de préparer et produire leurs déclarations de revenu annuelles de façon rapide et efficace.

Lorsque nous leur avons demandé à quels services ils avaient eu recours dernièrement, les participants ont cité des démarches comme le renouvellement d'un passeport auprès de Service Canada, la production d'une déclaration de revenu auprès de l'ARC, la présentation d'une demande d'AE et l'accès à des services d'immigration par l'intermédiaire d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Ces services avaient généralement été fournis en temps voulu et personne n'avait subi de retards déraisonnables. À la question de savoir si cette expérience avait modifié leurs impressions à l'égard du gouvernement du Canada, les participants ont été nombreux à répondre qu'en effet, elle leur avait donné une meilleure opinion des agences et des ministères fédéraux. Peu croyaient cependant que la prestation de services était une priorité pour le gouvernement du Canada. Certains ont expliqué que même si les choses s'étaient bien passées pour eux, ils avaient entendu beaucoup de gens se plaindre des délais importants et des difficultés d'accès à un éventail de prestations et services fédéraux. Au chapitre des moyens qui permettraient au gouvernement du Canada d'améliorer les services à population, de nombreux participants ont recommandé d'allouer davantage de ressources à des agences et ministères tels que Service Canada, l'ARC et IRCC, surtout afin d'accroître les effectifs chargés de traiter les demandes de services et de renseignements. Plusieurs croyaient également que la rationalisation de certains services et une meilleure communication intragouvernementale contribueraient à rehausser l'expérience globale des services.

Coût de la vie (parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse)

Dans un groupe, la discussion a tourné autour du coût de la vie. Tous les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada était sur la mauvaise voie en ce qui concerne sa façon de gérer cet enjeu et l'économie canadienne en général. Ils ont fourni plusieurs raisons, notamment les dépenses fédérales considérées comme trop élevées, la lourdeur de la machine gouvernementale et l'important financement accordé pour aider des pays comme l'Ukraine au lieu de traiter des enjeux qui affectent la population canadienne.

Tous avaient l'impression que le gouvernement du Canada ne comprenait pas les enjeux économiques auxquels sont confrontés les Canadiens. En discutant du coût de la vie qui ne cessait d'augmenter, les

participants ont mentionné plusieurs produits essentiels, comme l'épicerie, l'essence, les véhicules personnels et le logement. Bon nombre d'entre eux ont indiqué qu'il était de plus en plus difficile d'épargner pour l'avenir puisqu'ils devaient consacrer une grande partie de leur revenu mensuel aux dépenses courantes. Questionnés à savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit dernièrement au sujet des actions du gouvernement du Canada en ce sens, certains ont parlé du remboursement unique pour l'épicerie annoncé récemment. Toutefois, la plupart ne croyaient pas y être admissibles, pensant que ce soutien était destiné uniquement aux ménages à faible revenu.

Questionnés sur les facteurs qui contribuent à l'augmentation du coût de la vie, les participants ont fourni plusieurs réponses, notamment la mise en place du système fédéral de tarification du carbone, les dépenses fédérales considérées comme élevées, et la hausse du salaire minimum à l'échelle fédérale et provinciale. Presque tous les participants s'entendaient pour dire que la hausse du coût de la vie était un problème mondial et non uniquement canadien. Plusieurs ont toutefois indiqué que le gouvernement fédéral devrait en faire davantage pour contrer la hausse des prix et faire en sorte que la vie soit plus abordable pour les Canadiens.

Lorsque nous leur avons fourni des renseignements sur les programmes comme l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), la Prestation dentaire canadienne et les ententes concernant les services de garde à 10 \$ par jour en moyenne, les participants étaient généralement défavorables. Bon nombre d'entre eux ont indiqué qu'ils ne seraient pas admissibles à la Prestation dentaire canadienne et aimeraient qu'un plus grand nombre de Canadiens puissent en bénéficier. En discutant des initiatives de services de garde et d'éducation préscolaire abordables, plusieurs participants étaient d'avis que le programme n'avait pas été satisfaisant jusqu'ici et que le manque de places en garderie faisait en sorte que de nombreuses familles avaient toujours de la difficulté à obtenir des services de garde abordables dans leur communauté. Même s'ils avaient l'impression que l'Allocation canadienne pour enfants était le programme le plus efficace parmi ceux proposés, plusieurs croyaient que les montants offerts ne parvenaient pas à combler les besoins des familles de classe moyenne.

Cryptomonnaie (résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier)

Dans le groupe composé de résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier, les participants ont discuté brièvement de la cryptomonnaie. Même si tous étaient familiarisés avec ce concept, plusieurs n'ont pu fournir de définition précise. Questionnés sur les avantages de la cryptomonnaie, bon nombre de participants ont parlé du potentiel d'augmentation rapide de la valeur et croyaient que la cryptomonnaie était à l'abri du piratage et du vol. D'autres avaient l'impression que la cryptomonnaie n'était pas soumise à l'inflation comme l'est la monnaie émise par le gouvernement. Quant aux préoccupations et aux risques associés à la cryptomonnaie, de nombreux participants ont exprimé des inquiétudes au sujet des risques accrus de fraude associée à ces actifs numériques. Plusieurs avaient également des réserves sur la volatilité de la cryptomonnaie et le manque de réglementation et de surveillance, notamment des plateformes d'échange. Bien que conscients de ces inquiétudes, très peu de participants étaient favorables à une réglementation de la cryptomonnaie par le gouvernement fédéral. Quelques-uns seulement croyaient que celui-ci devrait

plutôt redoubler d'efforts pour éduquer les Canadiens sur la cryptomonnaie afin qu'ils comprennent mieux les risques et les avantages à investir dans ces actifs.

Sécurité en ligne (fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique)

Dans quatre groupes, les participants ont discuté de la sécurité en ligne. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les aspects les plus positifs de l'Internet et du cyberspace dans la société d'aujourd'hui, ils ont fourni plusieurs réponses, y compris les communications accrues avec les proches, l'avènement du travail et de l'enseignement à distance et en ligne, et l'accès relativement facile à un large éventail d'informations et de divertissements. En ce qui concerne les inconvénients de l'Internet et du cyberspace, les participants ont exprimé certaines préoccupations, notamment la dépendance excessive à l'égard de l'information numérique, l'atteinte à la vie privée, la vulnérabilité face aux arnaques en ligne, les problèmes de dépendance à l'Internet et la diffusion de contenu haineux sur le Web.

Questionnés à savoir ce que signifiait pour eux la « sécurité en ligne », plusieurs ont parlé de protéger les enfants du contenu préjudiciable ou des communications avec des individus potentiellement dangereux sur les réseaux sociaux et les autres plateformes numériques. D'autres associaient également l'expression au cryptage et à la sécurité des mots de passe et autres renseignements numériques de nature personnelle. Bon nombre de participants étaient préoccupés par l'impact de l'Internet sur les jeunes et tout particulièrement les enfants, qui sont moins conscients des dangers potentiels. Plusieurs ont réitéré les dangers potentiels du contenu haineux en ligne, comme le harcèlement et la cyberintimidation des personnes racisées et d'autres groupes vulnérables.

Lorsque nous leur avons demandé ce que signifiaient pour eux les « préjudices en ligne », quelques participants connaissaient cette expression, mais la plupart ont supposé qu'elle faisait référence aux cyberattaques sur des individus et les préjudices financiers qui résultent de transactions frauduleuses ou d'arnaques. Quant au contenu en ligne qui devrait être considéré comme préjudiciable, plusieurs ont mentionné les publications et les images qui visent à dénigrer et à propager la haine à l'égard des personnes racisées, des membres de la communauté 2ELGBTQI+ et d'autres groupes. Questionnés à savoir s'ils avaient personnellement été confrontés à du contenu haineux en ligne, plusieurs ont affirmé avoir vu des commentaires haineux sur les réseaux sociaux comme Facebook, dans les sections réservées aux commentaires sur YouTube et sur des sites d'actualités en ligne.

Presque tous les participants s'entendaient pour dire qu'il faudrait en faire davantage pour s'attaquer au contenu préjudiciable en ligne. Quant aux actions qui devraient être prises, plusieurs croyaient qu'il revenait aux individus, en particulier les parents, de s'informer sur les dangers du contenu préjudiciable en ligne et d'en discuter avec leurs enfants. Questionnés à savoir s'ils étaient au courant des mesures prises à cet égard, quelques participants avaient l'impression que les plateformes numériques avaient commencé à ajuster leurs algorithmes pour filtrer le contenu haineux et pour permettre aux utilisateurs

de bloquer ou de signaler plus facilement ce contenu. Lorsque nous leur avons demandé si les plateformes en ligne devraient être responsables du contenu préjudiciable sur leurs réseaux, les participants avaient des opinions mitigées. Parmi ceux qui étaient d'avis que les plateformes étaient tenues d'empêcher la publication de contenu préjudiciable, certains croyaient qu'elles devraient redoubler d'efforts pour modérer le contenu préjudiciable et que des sanctions financières devraient être imposées aux entreprises qui ne font rien pour supprimer les publications et les images haineuses.

Mésinformation (fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec)

Le groupe composé de fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec a longuement discuté de mésinformation et de désinformation. Lorsque nous leur avons demandé quelle était selon eux la différence entre les deux concepts, certains participants ont suggéré que la mésinformation était le partage involontaire d'informations erronées alors que la désinformation était caractérisée par des tentatives délibérées de tromper.

Tous les participants ont mentionné avoir été témoins de mésinformation et de désinformation en ligne. La plupart ont indiqué que les réseaux sociaux représentaient la principale source de mésinformation ou de désinformation dans leur vie. À la question à savoir ce qu'ils feraient pour confirmer l'exactitude de l'information en ligne, plusieurs ont répondu qu'ils vérifieraient probablement la source pour déterminer si elle était fiable ou non, compareraient l'information reçue avec celle fournie sur d'autres sites ou sources d'actualités, ou demanderaient des conseils d'experts en la matière.

Quant aux mesures qui devraient être prises pour lutter contre la mésinformation et la désinformation en ligne, les participants ont souligné la responsabilité de chacun de s'assurer de la fiabilité des sources d'information. Certains étaient également d'avis que les plateformes numériques devraient s'assurer que les nouvelles et autres informations publiées sur leurs plateformes sont exactes. Les participants ont fait valoir que même si le gouvernement fédéral avait un rôle important à jouer pour lutter contre la mésinformation et la désinformation, cela ne devrait pas être au détriment des Canadiens et de leur droit de s'exprimer librement.

Intelligence artificielle (résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier)

Dans le groupe composé de résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier, les participants ont brièvement discuté de l'intelligence artificielle (IA). Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient suivi de près les récents développements en matière d'IA, certains ont répondu qu'ils suivaient ces développements et qu'ils utilisaient la technologie, d'autres ont dit suivre les développements sans toutefois utiliser la technologie et certains étaient très sceptiques à l'égard de l'IA et s'inquiétaient des risques associés à une mauvaise utilisation. La plupart n'avaient pas connaissance des récents développements concernant cette technologie dans le secteur financier et ne croyaient pas que son utilisation était largement répandue dans l'industrie.

Quant aux avantages de l'IA, les participants ont mentionné son efficacité accrue, sa rentabilité et sa capacité à effectuer des tâches fastidieuses ou répétitives qui seraient autrement accomplies par des humains. Plusieurs étaient d'avis qu'elle pourrait aider les travailleurs et les entreprises à accroître leur productivité et faire évoluer rapidement les nouvelles compétences et capacités dans de nombreux secteurs. En ce qui concerne les aspects négatifs de l'IA, les participants ont exprimé des inquiétudes à l'égard des biais, de l'éthique et de la perte d'originalité du contenu généré par l'IA comparativement aux textes rédigés par des humains. Quelques participants voyaient un danger à développer une dépendance à l'IA, ce qui pourrait diminuer la pensée critique et produire d'autres résultats négatifs.

Lorsque nous leur avons demandé comment le gouvernement du Canada devrait répondre aux nouveaux développements dans le domaine de l'IA, les participants ont exprimé différents points de vue. Bon nombre d'entre eux croyaient en l'importance d'une réglementation fédérale pour protéger le public et réduire les risques de pertes d'emplois et la désinformation. Plusieurs ont préconisé la mise en œuvre d'une réglementation plus rigoureuse qui tient compte de l'évolution de la technologie et qui pourrait être réexaminée au fil des ans. Ils ont également souligné la nécessité pour le gouvernement fédéral d'agir rapidement et ont dit craindre que le manque de mesures décisives n'entraîne une perte de contrôle humain sur le développement de cette technologie.

Sécurité communautaire (résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique, usagers du transport en commun de la RGT, aînés de la ville de Québec occupant un emploi)

Quatre groupes ont discuté de la sécurité et du taux de criminalité dans leurs communautés. Invités à décrire les enjeux les plus pressants, plusieurs ont mentionné la hausse apparente de la criminalité, notamment les vols, les vols par effraction et les crimes violents comme les voies de fait et les agressions à coups de couteau. Dans les groupes de la Saskatchewan et du Manitoba, et de la région du Grand Toronto (RGT), les participants ont parlé de la hausse du coût de la vie, de l'itinérance, des dépendances et de la santé mentale. Bien que la plupart aient affirmé se sentir relativement en sécurité dans leurs communautés (en particulier dans les régions rurales), plusieurs avaient l'impression que la criminalité avait pris de l'ampleur dans les centres urbains à proximité, comme Toronto, Montréal, Regina, Halifax et Moncton.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils se rappelaient des mesures prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre la hausse de la criminalité, les participants de tous les groupes ont mentionné les récentes initiatives visant à renforcer les interdictions concernant les armes à feu au Canada, y compris l'interdiction d'acheter et de vendre des armes de poing et l'interdiction touchant un vaste éventail d'armes à feu de style arme d'assaut. Questionnés à savoir ce qu'il faudrait faire de plus pour lutter contre la criminalité grandissante, de nombreux participants s'entendaient pour dire qu'il faudrait redoubler d'efforts afin de rendre le coût de la vie plus abordable pour les Canadiens vulnérables, notamment en réduisant la facture d'épicerie et en leur permettant d'avoir accès à un logement sécuritaire et abordable. Les participants avaient le sentiment qu'on réduirait ainsi le besoin pour ces personnes d'adopter des comportements criminels pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Plusieurs croyaient également que des efforts supplémentaires devraient être déployés

pour mettre sur pied des projets éducatifs et des programmes parascolaires destinés aux jeunes qui, selon eux, sont plus enclins à commettre des actes criminels et à intégrer des gangs de rue.

Réforme du système de libération sous caution (usagers du transport en commun de la RGT, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique, aînés de la ville de Québec occupant un emploi)

Dans trois groupes, les participants ont longuement discuté de la réforme du système de libération sous caution. Questionnés à savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit sur le processus de libération sous caution au Canada, quelques-uns avaient l'impression que le gouvernement fédéral songeait présentement à modifier le système, mais aucun ne se rappelait des détails. Certains ont émis des commentaires négatifs sur le système actuel et avaient l'impression qu'il était relativement facile pour les récidivistes de se voir offrir une mise en liberté sous caution. Plusieurs participants croyaient qu'une importante proportion d'individus libérés sous caution ne respectait pas les conditions de mise en liberté et se livrait à d'autres activités criminelles. Questionnés à savoir s'ils croyaient que le système actuel de libération sous caution était équitable, les participants ont émis des opinions diverses. Parmi ceux qui croyaient que le système était équitable, certains étaient d'avis que la libération sous caution faisait partie intégrante du système de justice pénale et qu'elle était essentielle pour préserver la présomption d'innocence de toute personne qui n'a pas été formellement reconnue coupable d'un acte criminel. Quant aux raisons pouvant inciter certains individus libérés sous caution à récidiver, plusieurs s'entendaient pour dire qu'il s'agissait souvent de crimes de désespoir étroitement associés aux circonstances économiques, aux problèmes de dépendance ou de santé mentale.

Informés sur les mesures envisagées par le gouvernement du Canada pour la réforme du système de libération sous caution, presque tous les participants ont réagi favorablement. Bon nombre d'entre eux croyaient que ces mesures contribueraient fortement à rendre les communautés canadiennes plus sécuritaires et à faire en sorte que les individus reconnus coupables de crimes violents ne puissent commettre d'autres actes criminels durant leur mise en liberté sous caution. Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour lutter contre la criminalité, plusieurs ont répondu qu'il devrait améliorer l'accès aux ressources en santé mentale et en traitement des dépendances pour les personnes vulnérables, convaincus que ces enjeux ont contribué à la hausse de la criminalité au cours des dernières années. Un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il faudrait redoubler d'efforts pour favoriser la réinsertion sociale des individus libérés de prison. D'après eux, s'ils avaient accès à de meilleures ressources en éducation, en emploi et sur le plan financier, ces individus seraient beaucoup moins enclins à récidiver une fois libérés.

Protection et promotion du français (aînés de la ville de Québec occupant un emploi)

Les participants de Québec ont pris part à une courte discussion sur l'importance de protéger et promouvoir la langue française au Canada. Tous considéraient qu'il s'agit d'une priorité d'une importance capitale pour le gouvernement du Canada. Lorsque nous leur avons demandé de décrire la situation du français au pays, plusieurs ont mentionné qu'à l'extérieur du Québec les services en français restaient limités par rapport à ceux offerts en anglais. La plupart n'étaient pas au courant

d'efforts consacrés à la protection et à la promotion de la langue française par le gouvernement du Canada.

La discussion s'est ensuite portée sur le Plan d'action fédéral pour les langues officielles. Les participants ont eu des réactions largement positives lorsqu'ils ont pris connaissance de ses grands objectifs. Ils ont généralement considéré que les mesures prévues permettraient de protéger et promouvoir le français tant au Québec que dans le reste du Canada. Les initiatives consistant à accroître l'immigration francophone, à investir dans la formation linguistique des nouveaux arrivants et à mieux financer les services de garde en français leur paraissaient les plus prometteuses. Quant aux mesures supplémentaires que le gouvernement fédéral pourrait mettre en œuvre pour promouvoir et défendre la langue française au pays, les participants ont recommandé qu'il oblige les services de transport nationaux comme les compagnies aériennes et ferroviaires à instaurer des normes minimales en matière de maîtrise du français pour leur personnel.

Enjeux locaux (résidents du nord de la Colombie-Britannique)

Les participants du nord de la Colombie-Britannique ont fait un tour d'horizon des enjeux particuliers à leur région. Invités à décrire les principaux problèmes auxquels sont confrontés les résidents du nord de la province, beaucoup ont parlé du manque général de logements sûrs et abordables. Selon eux, cette situation causait un tort considérable à maintes collectivités de la région, car elle entraînait des taux élevés d'itinérance et le départ d'un nombre croissant de jeunes. Le transport passait également pour un problème, en raison des difficultés d'accès aux réseaux routier et ferroviaire.

Invités à nommer les secteurs et les industries les plus importants pour leurs collectivités respectives, plusieurs participants ont désigné les secteurs minier, forestier, pétrolier et gazier. Quelques-uns ont ajouté que l'agriculture, le tourisme et la production d'énergies propres étaient également importants. En ce qui concerne les secteurs et les industries de l'économie locale qui avaient le plus besoin d'aide, certains participants ont noté que les récentes fermetures de scieries avaient beaucoup nui au secteur forestier et provoqué des pertes d'emploi dans de nombreuses localités. Lorsque nous leur avons demandé comment le gouvernement fédéral pourrait mieux soutenir ce secteur, ils ont suggéré une collaboration plus étroite avec les sociétés privées et les dirigeants autochtones afin de déterminer les meilleurs moyens de valoriser les ressources naturelles de la région.

Tous les participants ou presque estimaient que les projets d'extraction de minéraux critiques (comme ceux dont dépendent de nombreuses technologies propres) étaient susceptibles d'apporter à leur région des avantages économiques substantiels. De l'avis de certains, toutefois, les pénuries de main-d'œuvre qui perdurent laissaient présager des difficultés dans le déroulement des projets de minéraux critiques envisagés et le gouvernement du Canada devrait chercher davantage à recruter des non-Canadiens pour travailler dans ce secteur.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 814 741,30 \$
